

Equidés

>> Enquête

>> L'AUTEUR

Maud LAFON

Rédactrice permanente de la DV

Crises sanitaires : les attentes de la filière

Présentés lors des Journées annuelles de l'Avef*, les résultats d'une enquête sur les attentes des éleveurs équins dans le domaine sanitaire sont révélatrices des lacunes de la filière. Cité comme l'interlocuteur de choix, le vétérinaire doit se servir des outils à sa disposition, notamment le bilan sanitaire d'élevage, pour jouer son rôle de conseiller auprès des éleveurs.

Pour mieux cerner les attentes de la filière équine dans le domaine sanitaire, et notamment en ce qui concerne la gestion des crises sanitaires, le Réseau d'épidémiologie et de pathologie équine (Respe), avec le soutien de la Fédération nationale du cheval (FNC), a mis en place une enquête. Membre dirigeant des deux structures à l'origine de ce projet, notre confrère Laurent Mangold en a présenté les premiers résultats lors des Journées annuelles de l'Avef*, le 22 octobre, à Deauville.

« La crise de l'artérite virale (AVE), en 2007, a fait prendre conscience à la filière de l'existence d'un vrai problème d'organisation. C'est pourquoi le Respe a choisi de s'ouvrir aux socio-professionnels pour le corriger », a-t-il expliqué.

Comportant 46 questions, plutôt fermées, le questionnaire, validé par le Respe, l'Avef et la FNC** et diffusé par mailing via la FNC, aborde 4 grands thèmes : la typologie de l'éleveur, la gestion sanitaire de son cheptel, l'avis sur la crise AVE et l'après crise.

Le poids de la centaine de réponses reçues est jugé important car plusieurs réponses étaient collégiales.

Vétérinaire spécialisé

La typologie des éleveurs investigués fait ressortir la prédominance des éleveurs de chevaux de sport et de trait. En moyenne, chaque éleveur possède une vingtaine de chevaux, ce qui est assez élevé, la moyenne nationale pour les chevaux de sport étant de 1,9. 16 % des sondés pratiquent en parallèle un autre type d'élevage (viande). 59 % des éleveurs font appel à un vétérinaire « spécialisé » en équine, un terme qui pour eux s'applique aussi aux vétérinaires mixtes ayant aussi une activité équine.

77 % des éleveurs se sont dit motivés par une information nationale sur les crises sanitaires mais 48 % d'entre eux n'ont pas entendu parler du mandat sanitaire. Plus inquiétant, 2 éleveurs sur 5 utilisent des médicaments sans ordonnance. Si 99 % des éleveurs déclarent avoir des chevaux vaccinés, ils ne sont que 84 % à appliquer un protocole, preuve qu'une partie d'entre eux vaccine sans suivre de stratégie. Un tiers des éleveurs ne connaît pas les maladies à fortes répercussions économiques et deux tiers ne sont pas au courant de celles à forte contagion. En ce qui concerne les interactions avec les professionnels de santé, 65 % des éleveurs évoquent la notion de prévention avec leur vétérinaire mais seulement 28 % abordent avec lui le côté infrastructures et l'aménagement des locaux.

Respe ignoré

Si le vétérinaire sanitaire est connu, le vétérinaire sentinelle reste une notion complètement floue pour la filière. Le Respe est également un outil ignoré de plus de la moitié des éleveurs.

En ce qui concerne la crise de l'AVE en 2007, deux tiers des éleveurs considèrent le vétérinaire comme compétent et se sont dirigés vers lui pour obtenir des informations.

Paradoxalement, ce n'est pas la profession vétérinaire qui a apporté des réponses à la filière mais d'autres organismes professionnels et 65 % des éleveurs considèrent que leur vétérinaire a eu une attitude insuffisante lors de la crise. Seule la moitié des éleveurs considère qu'elle a reçu l'information nécessaire, preuve que les professionnels équins ont mis à jour l'organisation fragile de la filière du cheval de sport en matière de gestion sanitaire.

Pour l'après crise AVE, un tiers des éleveurs se sent aujourd'hui capable de repérer les signes d'appel si la maladie réapparaissait. Mais un quart seulement a modifié ses pratiques d'élevage et deux tiers pensent que leur gestion actuelle leur permet de faire face à une crise sanitaire.

En ce qui concerne les outils attendus, 91 % des éleveurs seraient favorables à la publication d'un guide de bonnes pratiques sanitaires en élevage.

Peu de changements dans les pratiques

Au final, Laurent Mangold a souligné quelques enseignements apportés par cette enquête :

- les organismes locaux (GDS équins) sont encore très peu cités ;
- globalement, l'information circule mal, notamment sur le rôle des vétérinaires sentinelles ;
- en 2007, la filière n'était pas structurée pour réagir à une crise ; il n'est pas sûr qu'elle soit mieux armée en 2010 ;
- le vétérinaire est identifié comme le personnel de l'urgence mais peu consulté comme conseiller dans le domaine sanitaire ;
- la problématique du financement de la gestion sanitaire de la filière se pose ;
- malgré la crise de l'AVE, les pratiques ont peu changé.

« Les vétérinaires ne sont pas assez tournés vers leurs clients et ils doivent se réaffirmer comme les spécialistes du sanitaire, un domaine dans lequel les attentes de la filière sont fortes et qui est très convoité par un grand nombre d'organismes satellites de la profession », a conclu notre confrère. Pour lui, le bilan sanitaire d'élevage constitue le moyen d'initier le dialogue autour du sanitaire. ■

*Avef : Association vétérinaire équine française.

**Egalement disponible en téléchargement sur le site Internet de l'Avef (www.avef.fr).



Si les éleveurs parlent de prévention avec leur vétérinaire, ils sont peu nombreux à évoquer avec lui d'autres aspects de l'élevage comme l'aménagement des locaux.